

D'Abidjan à Bucarest

Entretien de Marie-José Jolivet (1) avec

Emmanuel TERRAY (2)

M.-J. J. – *Peux-tu, pour commencer, parler un peu de l'expérience que tu as de l'Orstom ?*

Emmanuel Terray – J'ai eu deux types de relations avec l'Orstom : une coopération située sur le plan de la recherche, d'abord, et, plus récemment, une participation, en tant que membre nommé, à la commission scientifique des sciences sociales.

J'ai un excellent souvenir de la première période. C'était entre 1964 et 1968, en Côte-d'Ivoire. Les sciences sociales ont pris dans ce pays un nouveau départ, je crois qu'on peut le dire, quand se sont créés, d'une part, le centre Orstom de Petit-Bassam, animé par Jean-Louis Boutillier – avec Pierre Étienne, Mona Étienne, Marc Augé, Alfred Schwartz et quelques autres – et, d'autre part, l'université d'Abidjan et en particulier, à l'intérieur de celle-ci, l'Institut d'ethno-sociologie, dont j'ai eu la responsabilité.

Je reconnais être arrivé en Côte-d'Ivoire avec quelques préventions vis-à-vis de l'Orstom, en raison d'un passé qui le faisait un peu apparaître comme une annexe de l'ambassade de France dans le domaine de la recherche, une enclave française dans des pays nouvellement indépendants. Tel était le cas à Adiopodoumé, où était installée l'antenne Orstom d'Abidjan. Aussi, la relocalisation des sciences sociales due à la constitution du centre de Petit-Bassam a-t-elle marqué une étape positive : loin de reproduire le modèle de la concession française, ce centre est au contraire devenu une sorte de haut lieu, de sanctuaire de la coopération franco-ivoirienne entre les différents instituts de recherche et entre les chercheurs de toutes nationalités. Pendant près de trois ans s'est tenu là un séminaire qui, tous les quinze jours, regroupait quinze à vingt personnes – pratiquement l'ensemble des chercheurs en sciences sociales présents en Côte-d'Ivoire à cette époque, qu'ils soient de l'université ou de l'Orstom, ainsi que des gens de passage.

Ce séminaire n'avait pas de thèmes précis : on discutait de l'ensemble des préoccupations et des champs de recherche des uns et des autres. Les participants ont dû, je crois, en garder un souvenir tout à fait heureux : la coopération, les échanges y étaient réels, et le dialogue s'y établissait de plain-pied, sans préjugé, sans a priori. Il a vraiment joué un rôle important dans notre

(1) Sociologue. Orstom.

(2) Anthropologue. Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

réflexion et dans notre émotion à tous. Il faut en rendre hommage, sur ce plan, aux anciens de l'Orstom, Jean-Louis Boutillier et Pierre Étienne, ainsi qu'à nos collègues africains qui ont accepté tout de suite de jouer le jeu – je pense à Harris Memel et à Georges Niangoran, qui ont pris toute leur part, et même davantage, à ces échanges.

À mon arrivée en Côte-d'Ivoire, j'ai commencé par faire du travail de terrain chez les Dida. Nous avons pu ensuite mener, dans les royaumes du nord-est de la Côte-d'Ivoire, des recherches un peu originales par rapport au travail ethnographique classique, fondé sur le tête à tête du chercheur avec son terrain. Nous avons tous le sentiment que ces royaumes ne pouvaient pas être étudiés de cette manière, parce qu'ils tiraient leur sens et leur vérité de leur place dans un système ; il fallait donc prendre connaissance de ce système, ce qu'aucun chercheur ne pouvait faire isolément. À ce moment-là, Jean-Louis Boutillier travaillait sur le royaume de Bouna, Pierre Étienne en pays baoulé. Grâce aux échanges que nous avons pu avoir, aux informations qui ont ainsi circulé, nous avons pu conduire sur ces États un travail original, au moins par rapport à ce qui se faisait auparavant, parce qu'il prenait en considération la dimension régionale des choses.

– *C'était alors déjà un travail d'équipe...*

– Sur le terrain proprement dit, chacun conduisait individuellement sa recherche. Par contre, il y avait un échange d'informations très important. Personnellement, je travaillais sur le royaume Abron, qui avait été en relations permanentes avec le royaume de Bouna sur lequel travaillait Jean-Louis Boutillier. Et le royaume Abron m'aurait été largement inintelligible si je n'avais pas pu bénéficier des informations que Jean-Louis Boutillier recueillait au même moment sur Bouna, parce que les deux royaumes avaient été constamment rivaux, concurrents et que, par conséquent, la politique de l'un se comprenait largement à travers la politique de l'autre. Il y a eu un échange sans restriction des informations, des données de terrain. Ce n'est pas si fréquent ! De ce point de vue-là, je pense que ce qui s'est passé en Côte-d'Ivoire à cette période était assez exemplaire : tout circulait à l'intérieur du groupe.

– *De quelles disciplines relevaient les membres du groupe ? Où se situaient les affinités ?*

– Les disciplines représentées étaient, essentiellement, l'anthropologie, l'économie, l'histoire, la sociologie. Nous avons surtout les mêmes aspirations, les mêmes centres d'intérêt, ou le même type d'anthropologie en tête : une anthropologie largement économique, historique, plus ou moins influencée par le marxisme – plus dans certains cas, moins dans d'autres. Nous menions un travail en commun du point de vue de la réflexion, de l'élaboration des données et de l'analyse historique. Je pense que tous ceux qui ont participé à ce groupe seront prêts comme moi à reconnaître qu'une partie de notre inspiration ultérieure débute là : du rapport au terrain et du fait que nous pouvions immédiatement et sans restriction soumettre à la discussion collective nos informations, nos interrogations, nos problèmes.

– *As-tu vécu, ultérieurement, des expériences comparables ?*

– De façon différente parce que le rapport au terrain n'y avait pas le même sens, c'est un peu ce qu'a reproduit ce qu'il est convenu d'appeler le séminaire Meillassoux – celui qui a donné naissance au livre sur l'esclavage édité par Claude Meillassoux, au livre intitulé *Le Sauvage à la mode*, au livre sur la guerre édité par Jean Bazin et moi-même... Mais là, les gens venaient de régions différentes, le séminaire se tenait à Paris ; il était très important du point de vue de la réflexion, il n'avait pas le même rôle du point de vue du terrain. Car ce qui était important aussi dans le séminaire d'Abidjan, c'était qu'en réalité, si nos collègues africains étaient déjà relativement expérimentés l'un et l'autre, ceux d'entre nous qui arrivions de l'université et une partie de ceux qui venaient de l'Orstom nous étions débutants. Or, pour la conduite de l'enquête de terrain – et l'on sait comme c'est important ! –, Jean-Louis Boutillier et Pierre Étienne ont joué, ne serait-ce que dans la sécurisation affective, un rôle tout à fait décisif à mon égard et, je crois, aussi à l'égard d'autres.

Ajouterai-je que j'ai également un très bon souvenir de mes relations avec les chercheurs de l'Orstom, lors des différents remous qui ont agité la communauté des sciences sociales de Côte-d'Ivoire en 1967, 1968, etc. ? L'administration de l'Orstom et celle de l'université n'en ont peut-être pas gardé un aussi bon souvenir que moi !...

– *Ta seconde période de relations avec l'Orstom n'est pas exactement du même ordre...*

– Elle n'est pas du tout du même ordre, mais elle ne m'a pas non plus laissé un mauvais souvenir. Les problèmes d'évaluation sont compliqués. Mais à partir de quelques éléments de comparaison dont je dispose pour avoir participé à des institutions du même genre soit à l'Inra, soit au CNRS, la commission des sciences sociales à l'Orstom ne fonctionnait pas trop mal. Les discussions y étaient tout à fait libres. En matière de recrutements – je peux donner ce témoignage-là – les choses n'étaient pas entièrement prédéterminées : je me souviens d'avoir participé à un jury qui, compte tenu de la valeur des candidats, a sans trop de difficultés recruté un chercheur qui n'était pas du tout celui qui avait inspiré le profil. Par ailleurs, il m'a semblé que le travail d'évaluation était fait dans des conditions nettes, correctes.

– *Au cours de l'année sabbatique que tu viens de passer en Allemagne, tu t'es sans doute intéressé d'un peu plus près à l'anthropologie des pays de l'Est. Penses-tu que des anthropologues habitués à travailler en Afrique ou dans d'autres pays du Sud puissent conduire, dans ces pays, des recherches intéressantes ?*

– L'évolution qui se produit dans ces pays est passionnante, originale, inédite. C'est une sorte de défi aux sciences sociales et en particulier à l'anthropologie. Le passage d'une économie administrée à une économie de marché,

le passage d'une société contrôlée et assistée à une société d'individualisme, les phénomènes de reconstitution, de renaissance des identités nationales : il y a là toute une série de processus qui n'ont guère de précédent. Ce qui se produit dans ces pays depuis trois ans, et aussi la profondeur de la crise, à la fois économique, morale et sociale, qui les affecte, tous ces phénomènes sont un défi pour nous. L'approche anthropologique peut dire sur tout cela des choses qu'aucune autre approche ne pourra dire ; il y a un champ de recherche tout à fait privilégié dans ce domaine et si les anthropologues veulent s'y atteler, ils y trouveront leur compte.

À cet égard, la méthode Orstom – l'implantation de longue durée dans une région – est sans doute la plus indiquée. Je ne crois pas qu'on puisse d'une façon très efficace suivre ces événements si l'on n'est pas présent en permanence sur place : constamment, il s'y produit des événements significatifs, des épisodes symboliques. Il faut y être pour savoir comment les choses se passent. Ce n'est pas une situation que l'on peut suivre aussi bien à partir de missions périodiques. La résidence et l'implantation locale sont essentielles dans cette affaire. À vrai dire, la spécificité de l'Orstom, aujourd'hui, est plutôt là. Auparavant, c'était la recherche dans les anciennes colonies françaises. Ce n'est plus le cas. Je pense très positif – et encore insuffisant – que l'Orstom se soit investi ailleurs, au Pérou ou en Indonésie, par exemple, dans des pays qui n'ont jamais rien eu à voir avec l'ancien Empire colonial français. À partir du moment où l'on va en Indonésie ou au Pérou, pourquoi ne pas aller en Pologne, en Hongrie, en Roumanie ? Ni par rapport à la situation économique, ni par rapport à la situation politique, les chercheurs orstomiens qui iront en Roumanie ne seront très dépaysés. Ils trouveront une situation du même ordre que celle des pays qu'ils connaissent, aussi difficile, du point de vue économique, social, politique que celles qu'il ont pu rencontrer au Congo, en Centrafrique ou ailleurs.

– *Il y aurait donc là une reconversion possible pour les chercheurs de l'Orstom...*

– Certainement. L'Allemagne est un cas particulier, mais pour ce qui est de l'Est européen, disons les choses très brutalement : la tiers-mondisation de ces pays est une hypothèse pessimiste, mais c'est l'une des hypothèses à prendre en compte et par conséquent, en cette matière, l'expérience, le capital de connaissances et de savoir-faire accumulé par les chercheurs de l'Orstom peut, à mon avis, très bien trouver à s'employer. De toute façon, la notion de tiers monde est très vaste. Les chercheurs de l'Orstom ont été au Brésil, en Indonésie, dans un certain nombre de régions qui, d'une certaine manière, sont dans une situation moins dramatique que certains pays de l'Est.

Il s'agirait d'ailleurs plus d'un changement de terrain que d'une reconversion. Est-ce qu'il y a vraiment nécessité d'apprendre quelque chose de radicalement nouveau du point de vue des concepts, des méthodes et du savoir-faire, pour aller travailler dans ces pays ? Non, pas forcément. Il y a un changement de terrain, mais qui n'est pas d'une ampleur telle qu'il y ait besoin de tout un nouvel apprentissage. Bien sûr, il faut faire un effort pour

apprendre les langues, connaître les situations... mais je reste convaincu que quelqu'un qui a travaillé longuement en Afrique de l'Ouest ne sera pas totalement dépaycé en Roumanie : il y retrouvera toute une série de choses déjà vues – en termes de sous-emploi, de catastrophe économique, de corruption, de politique de la brutalité, etc.

– *Ce serait alors un itinéraire assez naturel...*

– Tout à fait. Et les spécificités de l'approche orstomienne seraient des atouts. Je pense à l'habitude de travailler – en tout cas plus que d'autres – en formations multidisciplinaires et au phénomène de l'implantation, de l'enracinement local qui n'existent qu'à l'Orstom. Installer à Bucarest un groupe de quelques personnes – deux sociologues, deux anthropologues, deux économistes et peut-être un historien aussi – et les y maintenir pendant trois ans : je ne vois pas d'autre institution susceptible de le faire. L'Orstom a l'habitude de créer des antennes, d'installer des équipes qui opèrent avec des gens locaux.

Est-ce envisagé à l'Orstom ? Je pose cette question, parce qu'il y a une demande émanant des gens eux-mêmes, et aussi parce que, intellectuellement, cette situation nouvelle constitue pour nous un défi.

– *Je ne crois pas que de telles affectations soient envisagées dans l'immédiat. Mais comme tu le mets toi-même en relief : l'idée est loin d'être absurde. Elle peut donc germer...*

As-tu quelque chose à ajouter pour conclure sur une note un peu plus ancrée dans la réalité actuelle ? Tu as été témoin d'une évolution au cours de toutes ces années...

– J'ai été témoin de l'ouverture de l'Orstom. La formation de recherche dont je m'occupe – le Centre d'études africaines – a une très longue tradition d'intégration CNRS, Orstom, EHESS, etc., une tradition née de la présence de Balandier et de Sautter. La participation de chercheurs de l'Orstom – en particulier de géographes, mais pas seulement – à cette formation, date déjà de quinze ou vingt ans. Il y a eu toute une osmose opérée par des gens qui ont commencé à l'Orstom et qui sont ensuite venus à l'École. Encore aujourd'hui, nous travaillons étroitement avec un certain nombre de collègues de l'Orstom. Mais inversement, il y a beaucoup de chercheurs du CNRS qui sont intégrés à des équipes de l'Orstom où ils trouvent un soutien logistique et financier... Il faut le dire : pour ce qui est de l'Afrique, l'Orstom a toujours mis avec une extrême générosité ses installations, ses moyens à la disposition de chercheurs d'autres institutions et a ainsi facilité la tâche de ces chercheurs. Cette tradition était-elle institutionnalisée ou jouait-elle sur la relation personnelle des chercheurs ? Je ne saurais le dire. Beaucoup de chercheurs ont participé à des projets avec l'Orstom, dans lequel ils ne venaient qu'avec leur cerveau. C'est l'Orstom qui fournissait les moyens, « la matérielle », comme on dit.

– Cette idée de « la matérielle » n'induit-elle pas souvent une image un peu négative de l'Orstom, comme réduit à son intendance ?

– D'abord, « la matérielle », c'est déjà quelque chose. Mais si l'image est négative, c'est injuste. Dans la plupart des cas que je viens de citer, il s'agit également de coopération scientifique. Ce sont des chercheurs engagés dans des projets communs avec l'Orstom qui bénéficient de ces moyens. Dire que l'Orstom est généreux en la matière n'est pas une critique, au contraire. Il y a d'autres institutions qui sont moins généreuses et plus fermées. Or, je crois que tout ce qui assure l'intégration de l'Orstom à la communauté scientifique en général est une bonne chose. Par contre, le cloisonnement serait néfaste. Si l'on considère son évolution sur la longue durée – presque trente ans : ma première coopération avec l'Orstom date de 1964 –, cette institution a vu progresser l'intégration de ses chercheurs en sciences sociales à la communauté scientifique : ce fut sans doute avec des hauts et des bas, mais néanmoins de manière caractéristique.

Auparavant, il y avait un certain nombre de cloisons étanches, qui faisaient de l'Orstom une sorte de tour fermée sur elle-même. Maintenant, le courant passe, les informations circulent, les débats sont généraux : en sciences sociales, il est tout à fait clair que les débats qui traversent l'anthropologie, la sociologie, etc. se produisent à l'Orstom comme ailleurs, dans les mêmes termes. C'est un progrès.

Le séminaire d'Abidjan, à l'époque, n'était pas du tout la norme, alors qu'aujourd'hui, il le serait. De ce point de vue-là, des entreprises comme celle des *Cahiers des Sciences humaines* ont joué un rôle important. On peut citer aussi le séminaire dit Séminaire Meillassoux, où les gens de l'Orstom sont venus participer de plein exercice, de plein droit, ou encore les commissions de sciences sociales dont le rôle, dans ce domaine, n'est pas négligeable : tout cela a contribué à intégrer l'Orstom à l'intérieur de l'ensemble de la communauté scientifique. Les *Cahiers* reflètent d'ailleurs bien cette évolution. Le repli de l'Orstom sur lui-même ne pourrait désormais venir que de son retour au statut de société d'études appliquées pour le compte de tel ou tel ministère : ce serait désastreux...